

Un parti pour la Révolution

Jolivet (Seine-Saint-Denis), Kergoat (Paris)
Leucate (Paris), Sabin (Puy-de-Dôme)

Il ne sert à rien d'épiloguer maintenant sur les mauvaises conditions de préparation du congrès. Elles ont cependant une conséquence : le VII^e Congrès aurait dû être pour le parti l'occasion de définir **un projet stratégique d'ensemble**. Il est clair aujourd'hui qu'il n'en sera rien : on ne lance pas les militants dans un tel travail deux semaines avant le congrès. On constate cependant avec surprise que certains camarades n'hésitent pas à se lancer dans de vastes fresques, à construire des textes à tiroirs multiples où chacun est appelé à trouver ce qui l'intéresse. Le résultat est de noyer les questions décisives sur lesquelles il faut que le parti tranche.

On peut se demander, d'ailleurs, si ce n'était pas là le but recherché : car, très vite, on voit se profiler les enjeux bureaucratiques qui conditionnent, pour certains, la totalité des débats.

OÙ EN EST LE PARTI

Il n'est plus possible de taire la crise que traverse actuellement le parti, aussi chacun s'efforce d'en donner une explication aussi réconfortante que possible. Pour le camarade Rocard, il s'agit d'une crise de direction. Cette crise de direction existe... Encore faut-il comprendre qu'elle traduit **une crise beaucoup plus grave qui touche à la nature même du parti, à ses orientations fondamentales**. Or, il est clair que, quelle que soit la volonté de ses auteurs, **le texte n° 6, s'il était adopté par la majorité du parti, répondrait à cette crise par un virage à droite**.

Les camarades du Bureau national qui soutiennent le texte Rhône-Nord (5) n'hésitent pas, quant à eux, à appeler les militants à se prononcer pour **un texte politiquement vide** dont l'unique qualité réside dans un confusionnisme tel qu'il permet toutes les opérations. Les pathétiques appels à « l'unité du parti » de ces camarades ne peuvent alors signifier qu'une chose : **que tous choisissent de façon cohérente de reconduire l'incohérence**. Ces camarades ne sont pourtant pas sans responsabilités dans la crise actuelle du parti, mais ils n'ont tiré aucune leçon de leur attitude passée. De fait, ils proposent

tranquillement au parti de reconduire, sur la base de textes nègre-blanc, une direction qui ressemblerait comme une sœur à l'ancienne. Nous devons affirmer au contraire que **ce n'est qu'en dépassant par un débat réel les contradictions qui animent le parti que nous pourrions trouver une unité qui ne soit pas l'unanimité, une efficacité qui ne soit pas l'immobilisme**.

Aussi ne sert-il à rien de dissenter sur l'élan spontané du mouvement de masse, si l'on ne se bat pas pour amener le parti à **rompre avec toutes les ambiguïtés héritées du passé, mais aussi avec toutes les tentations populistes et spontanéistes qui le travaillent**. Par rapport à des mouvements de masse qui concernent des couches sociales très diverses, l'idée qu'il s'agit d'une seule lutte contre un seul ennemi, juste en elle-même, **ne résout rien. Unifier ces luttes diverses en une seule lutte, telle est justement la tâche historique de l'organisation révolutionnaire**.

C'est précisément cette tâche qui nous impose de résoudre les deux questions décisives du moment : **quelles sont les responsabilités des militants révolutionnaires organisés par rapport au mouvement actuel des masses ? Comment le P.S.U., pour sa part, peut-il répondre à ces responsabilités ?**

C'est pourquoi, en l'état actuel du débat, il ne peut s'agir de se livrer à des analyses exhaustives de la situation, de se lancer dans des perspectives approfondies sur la société socialiste à construire, mais de trancher un certain nombre de questions décisives. Car des positions contraires à ce qu'on pouvait penser être la ligne du parti telle qu'elle avait été définie à Rouen et à Orsay poursuivent leur travail d'érosion, paralysent les initiatives du parti, encouragent la poursuite des pratiques les plus contradictoires.

AVANT-GARDE ET PARTI REVOLUTIONNAIRE

La question du parti révolutionnaire n'est pas pour nous un paragraphe parmi d'autres, un « supplément d'âme » pour un texte parlant de tout : **c'est la perspective générale qui doit être celle de toute**

notre réflexion et de toutes nos initiatives.

C'est en fonction de la construction du parti révolutionnaire que nous devons nous poser le problème de la question syndicale, le problème de nos rapports avec le P.C.F., celui de nos structures et des initiatives politiques à prendre.

Quand on parle de parti révolutionnaire au P.S.U., on s'empresse d'ajouter « lié aux masses ». Encore faut-il savoir que cela signifie précisément :

— que le parti ne soit pas un corps étranger intervenant de l'extérieur dans les masses, mais qu'il ne peut naître que de la fusion de leurs avant-gardes.

— qu'en tant qu'intellectuel collectif, il élabore sa ligne politique sur la base du matériau qui lui est offert par les luttes.

— qu'il parte de l'état de conscience et d'organisation des masses tel qu'il est pour contribuer à son dépassement.

C'est pourquoi, à ceux qui s'étendent sur le mouvement politique de masse, nous devons demander : si vous ne niez pas la nécessité d'une organisation révolutionnaire, avant-garde de la classe ouvrière, cette organisation, est-ce le seul P.S.U. ? Peut-on prôner « l'unité » et la radicalisation sans heurts et ne faire aucune analyse de ce qu'est le mouvement révolutionnaire organisé ou non, aucune analyse de ce qu'est le P.S.U. dans ce mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pourtant qu'à cette condition que le P.S.U., reconnaissant qu'il ne peut être à lui seul le futur parti révolutionnaire, pourrait, dans son ensemble, jouer un rôle de première importance dans le regroupement de l'avant-garde. Car l'expérience montre que, replié sur lui-même ou érigé en interlocuteur exclusif des masses, le P.S.U. n'offre pas de perspective révolutionnaire crédible.

Le problème n'est pas non plus de fondre tous les groupes existants en un magma qu'on proclamerait « parti révolutionnaire ». Il est de comprendre que **les forces organisées qui se revendiquent du mouvement ouvrier et de la révolution doivent se remettre en question, opérer un certain nombre de ruptures avec ce qu'elles sont actuellement, si l'on veut que le mouvement révolutionnaire puisse dépasser la situation actuelle.** C'est-à-dire **dépasser le stade des groupuscules dispersés, menacés par le spontanisme ou le repli sectaire, et opérer la jonction avec les noyaux prolétariens d'avant-garde qui apparaissent dans les luttes, avec les militants radicalisés des organisations de masse.** Nous ne construirons pas le parti révolutionnaire en un jour, cela passe par des luttes de masses menées en commun et par des débats approfondis. Mais dans un premier temps,

la capacité du courant révolutionnaire à dégager par une série d'initiatives concrètes un pôle politique à la gauche du P.C.F. exige que nous nous engagions clairement dans le débat stratégique qui traverse l'extrême-gauche révolutionnaire, qu'aucun groupe ne s'érige, officiellement ou de fait, comme centre du futur parti révolutionnaire. Et l'on ne peut demander sérieusement aux autres de se remettre en question si nous-mêmes nous précipitons dans l'autosatisfaction et le triomphalisme.

LA QUESTION SYNDICALE

A moins de l'obscurcir délibérément, le problème est clair : les textes sortis des A.O.P. expriment trois positions contradictoires :

● Une position ultra-gauche (texte minoritaire de l'A.O.P. région parisienne auquel se réfère le texte n° 2) selon laquelle l'outil syndical est historiquement dépassé et l'intervention des militants révolutionnaires doit se situer à l'extérieur des syndicats. Même s'il est précisé que ceux-ci ne doivent pas être détruits « tout de suite », c'est en fait :

— Sous-estimer les nécessités d'enracinement de la stratégie révolutionnaire dans la lutte économique, et le besoin **d'une organisation de toute la classe ouvrière à son niveau actuel de prise de conscience** (qui ne peut se mesurer à la seule analyse des « luttes exemplaires »).

— Opérer un raccourci volontariste entre cet état actuel de la classe ouvrière et des formes d'autonomie politique et idéologique (les conseils) qui ne peuvent se généraliser qu'au moment de la rupture révolutionnaire.

— Confondre dans la même notion ambiguë de « comités de luttes » deux nécessités politiques distinctes : le développement des formes nouvelles de démocratie de masse (de type assemblées du personnel) et la recherche d'un regroupement, nécessairement minoritaire, des éléments les plus combatifs et les plus conscients dans ces entreprises.

● Une position de droite (texte « transformation du mouvement ouvrier ») selon laquelle le parti doit tendre à « transformer le mouvement syndical » et à « établir un type de rapports nouveaux entre nous et les syndicats, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales dans une perspective commune ».

C'est alors :

— Nier les nécessités d'une lutte permanente contre les déviations économistes et les tendances à l'intégration des syndicats ;

— Revenir purement et simplement à la politique

du « front socialiste » ;

— Entretenir l'illusion d'une « rénovation des syndicats » susceptible de les amener globalement sur nos positions, voire d'en faire les organes principaux de notre stratégie.

Cette position qui n'a de sens qu'au regard d'une stratégie légaliste de type front populaire est, bien sûr, soutenue par le texte n° 6.

● Une position qui nous apparaît comme la seule correcte (texte chèques postaux majoritaire A.O.P. région parisienne) qui situe la nécessaire intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats en fonction d'une perspective d'auto-organisation de la classe en période de luttes, de développement de la démocratie ouvrière (assemblée du personnel) et du contrôle ouvrier.

Les rapports avec le P.C.F.

Là aussi, trois positions se dégagent :

● Une position ultra-gauche (texte n° 2) qui refuse de prendre en considération la nécessité de mener des actions communes avec le P.C.F.

● Une position de droite (textes n° 4 et 6) qui, quelles que soient les prudences de formulation, tend à promouvoir **un accord stratégique** avec le P.C.F. en vue de la prise du pouvoir et constate simplement que celui-ci n'est pas possible « pour le moment » (page 332 du texte 6).

● Une position qui propose d'impulser **une tactique de front unique** à l'égard du P.C.F. c'est-à-dire d'envisager de passer avec lui des accords tactiques et provisoires destinés à permettre à la classe ouvrière de choisir entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire. Ni gesticulation groupusculaire, ni parasitage suiviste à l'égard du P.C.F., l'attitude du mouvement révolutionnaire doit être, sur chacun des fronts de lutte, de prendre

l'initiative sur ses positions, de créer un rapport de force, de déterminer concrètement comment celui-ci peut être le plus efficacement exploité pour démontrer aux yeux des masses la portée de notre désaccord stratégique avec le P.C.F.

● **Seule cette politique lucide, sachant en permanence doser l'intervention autonome des révolutionnaires et les initiatives tactiques à l'égard du P.C.F.** permettra effectivement de démontrer que c'est bien celui-ci qui, de par sa stratégie erronée, s'avère incapable d'assumer jusqu'au bout des luttes l'unité de la classe ouvrière.

Sur ces deux points, il n'est donc pas sérieux de chercher à brouiller les cartes comme le tente le texte n° 5 :

— qui ne se réfère explicitement à aucun des trois textes issus des A.O.P. concernant la question syndicale ;

— qui, sur le problème du P.C.F., entretient l'illusion dangereuse que l'on peut combattre « la stratégie de démocratie avancée, point par point, usine par usine, quartier par quartier ». Cette bataille-là ne peut être menée que dans la mesure où des initiatives nationales sont prises permettant de constituer une force politique qui représente pour les travailleurs une réelle alternative au réformisme du P.C.F. Ce n'est pas d'une guerre d'escarmouches dont il s'agit mais d'une politique permanente de débordement.

Sur toutes ces questions et notamment sur la question de l'avant-garde et du parti révolutionnaire, seul le texte Beneteau-Morand nous paraît fournir une base de travail satisfaisante et suffisamment précise pour les délibérations des sections et fédérations. □